

§ 2. De regering bepaalt :

- het jaar waarvoor een steunaanvraag ingediend kan worden, afhankelijk van of de subsidie voor een periode van twee of vier jaar is;
- de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag. ».

Art. 46. In artikel 78 van hetzelfde decreet wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid komen festivals die slechts om de twee jaar worden georganiseerd, alleen in aanmerking voor de subsidie in het jaar waarin het festival plaatsvindt. ».

Art. 47. In artikel 102/1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « van een overeenkomst » worden vervangen door de woorden « van een subsidie » ;
- 2° de woorden « het einde van de overeenkomst » worden vervangen door de woorden « het einde van de subsidiëring ».

Art. 48. In hetzelfde decreet wordt titel VII/I opgeheven.

Art. 49. De artikelen 109 tot 112 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 50. In artikel 3, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor creatie worden de woorden “ 20.000 € ” vervangen door de woorden “ 25.000 € ”.

Art. 51. De Regering is bevoegd om de artikelen 1/1, 2, 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor creatie te wijzigen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-
Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de
Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 690-1 – Commissieverslag, nr. 690-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 690-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/005083]

18 AVRIL 2024. — Décret portant réforme de la gouvernance de l’Office de la Naissance et de l’Enfance (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L’intitulé du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l’Office de la Naissance et de l’Enfance, en abrégé « O.N.E. » est remplacé par « décret relatif à l’Office de la Naissance et de l’Enfance ».

Art. 2. À l’article 1^{er} du même décret, les mots « organisme d’intérêt public » sont remplacés par « organisme administratif public ».

Art. 3. L’alinéa 1^{er} de l’article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Après avis de l’Office et tenant compte notamment des principes définis à l’article 2, § 3, le Gouvernement arrête les normes permettant l’agrément :

1° d’institutions et services contribuant à la réalisation des missions d’accueil et d’accompagnement, ainsi que de missions transversales visées à l’article 2, § 2, 1°, 2° et 8° ;

2° d’organismes de formation du secteur de l’enfance contribuant à la réalisation de la mission transversale visés à l’article 2, § 2, 3° ;

3° d’organisations de coordination du secteur de l’enfance contribuant à la réalisation de la mission d’accueil, de la mission d’accompagnement ou d’une ou plusieurs missions transversales visées à l’article 2, § 2, 4° à 7°. ».

Art. 4. Au chapitre III du même décret, l’intitulé de la section 1^{re} est remplacé par « Du Conseil d’administration et du Bureau exécutif ».

Art. 5. À l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « de six membres » sont remplacés par « de treize administrateurs publics et, s'il échet, d'observateurs désignés dans le respect de l'article 4, paragraphes 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 4, 2, 4 et 5, et de l'article 5 du décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française » ;

2° au même paragraphe, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les administrateurs publics sont nommés par le Gouvernement parmi les candidats et candidates ayant répondu à un appel public publié au *Moniteur belge* et sur le site de l'Office. » ;

3° au même paragraphe, l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Le Président du Conseil consultatif de l'enfance ou la Présidente du Conseil consultatif de l'enfance est invité au Conseil d'administration. Le Président ou la Présidente du Conseil scientifique, le Coordinateur ou la Coordinatrice de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse et le Président ou la Présidente du Comité de programmation sont invités au Conseil d'administration lorsqu'une proposition ou un avis de leur organe est inscrit à l'ordre du jour » ;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Les administrateurs publics et, s'il échet, les observateurs sont désignés dans les trois mois qui suivent la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant suite au renouvellement du Parlement. » ;

5° au même paragraphe, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 6. L'article 9 du même décret est abrogé.

Art. 7. À l'article 10 du même décret, les mots « un(e) Président(e) et trois Vice-Président(e)s » sont remplacés par « un Président ou une Présidente et un Vice-président ou une Vice-présidente ».

Art. 8. Les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 11 du même décret sont remplacés par ce qui suit :

« Le Bureau exécutif est constitué conformément à l'article 4, § 3, du décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française.

Le Bureau exécutif exerce les missions qui lui sont déléguées par le Conseil d'administration, définies par le règlement organique visé à l'article 14. Il adopte l'ordre du jour des séances du Conseil d'administration. ».

Art. 9. Aux articles 11, alinéa 3, 12, 13 et 23, alinéa 4, du même décret, les termes « Collège de la présidence » sont à chaque fois remplacés par les termes « Bureau exécutif ».

Art. 10. L'article 14, alinéa 2, du même décret est remplacé comme suit :

« Le règlement organique fixe les limites et les formes dans lesquelles le Conseil peut déléguer certaines de ses attributions à son Président ou sa Présidente, à son vice-Président ou sa vice-Présidente, au Bureau exécutif, à l'Administrateur général ou l'Administratrice générale et aux comités locaux. ».

À l'alinéa 3, 7°, du même article, le terme « subrégionaux » est remplacé par « locaux ».

Art. 11. Au chapitre III du même décret, l'intitulé de la section 3 est remplacé par « Des comités locaux ».

Art. 12. L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 18. L'ONE peut confier certaines missions à des comités locaux composés de représentants des institutions et services contribuant à la réalisation des missions d'accueil et d'accompagnement, ainsi que des missions transversales visées à l'article 2, § 2, 1°, 2° et 8°, établis dans le ressort du comité local. Le règlement organique définit ces missions et les conditions de leur exercice.

Sur avis du Conseil d'administration et du Conseil consultatif de l'enfance, le Gouvernement arrête la composition de ces comités locaux, ainsi que leur nombre et leur ressort géographique.

Les membres des comités locaux s'engagent à respecter la charte de l'administrateur public visée par le chapitre III du Titre II du décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, de sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française qu'il signe lors de son installation. ».

Art. 13. À l'article 19 du même décret, le terme « subrégionaux » est remplacé par « locaux » et la phrase « ceux-ci exécutent les missions qui leur sont confiées par le Conseil d'administration dans son règlement organique, dans les conditions que celui-ci détermine » est abrogée.

Art. 14. À l'article 21, 3°, du même décret, les mots « et de la mission d'accueil » sont insérés entre « la mission d'accompagnement » et « aux progrès scientifiques ».

Art. 15. Au chapitre III du même décret, l'intitulé de la section 5 est remplacé par « Le Conseil consultatif de l'enfance ».

Art. 16. À l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Conseil d'avis » sont à chaque fois remplacés par « Conseil consultatif de l'enfance » et le mot « représentant(e)s » ou « représentant(e) », chaque fois remplacé par « représentants et représentantes » ou « représentant et représentante » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les termes « qui s'assure de la représentativité de ses membres » sont insérés après « selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement » ;

3° l'alinéa 1^{er}, 3° à 6°, est remplacé par ce qui suit :

« 3° représentants ou représentantes des parents et des familles ;

4° représentants ou représentantes des organisations de coordination du secteur de l'enfance agréées en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 3° ;

4/1° représentants ou représentantes des centres de ressources relatifs à la lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales visés à l'article 12 du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités ;

5° représentants ou représentantes des organismes de formation du secteur de l'enfance, agréées en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2° ;

6° représentant ou représentante de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse visé par le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse ; » ;

4° à l'alinéa 1^{er}, 8°, et à l'alinéa 2, le terme « subrégionaux » est remplacé par « locaux » ;

5° à l'alinéa 2, les mots « un(e) Président(e) et deux Vice-président(e)s » sont remplacés par les mots « un président ou une présidente et un vice-président ou une vice-présidente » ;

6° le même alinéa est complété par les deux phrases suivantes : « Il veille à la parité entre les secteurs public et privé dans la désignation des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°. Les membres effectifs et suppléants signent une charte dont le modèle est fixé par l'ONE. » ;

7° à l'alinéa 3, les mots « Le ou la président(e) et les vice-président(e)s sont issu(e)s » sont remplacés par les mots « le président ou la présidente et le vice-président ou la vice-présidence sont issues » ;

8° l'alinéa 7 est complété par la phrase suivante : « Si le Gouvernement ou le Conseil d'administration sollicite un avis dans un contexte d'urgence motivée, le Conseil consultatif de l'enfance peut être convoqué dans un délai restreint selon les modalités prévues par son règlement d'ordre intérieur. » ;

9° les quatre alinéas dont la teneur suit sont ajoutés :

« Pour l'élaboration de ses avis, le Conseil consultatif de l'enfance veille à tenir compte de la parole des enfants. À cet effet, il met en place des processus participatifs qui les impliquent directement.

Un représentant ou une représentante du ou de la Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions assiste sans voix délibérative aux réunions du Conseil consultatif de l'Enfance.

Lorsque le Gouvernement délibère sur un projet sur lequel le Conseil consultatif de l'enfance a remis avis, il l'informe des suites réservées à son avis et, le cas échéant, des raisons pour lesquelles il n'a pas été suivi.

L'Office assure le secrétariat du Conseil consultatif de l'enfance. Il lui transmet les ordres du jour des réunions du Conseil d'administration, ainsi qu'à la demande du président du Conseil consultatif de l'enfance, les documents relatifs aux points qui ne portent pas sur des recrutements, des marchés publics, des recours et des autres questions que le Président ou la Présidente du Conseil d'administration jugerait confidentielles. ».

Art. 17. À l'article 22/1, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du même décret sont remplacés par ce qui suit :

1° cinq représentants ou représentantes des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs ;

2° cinq représentants ou représentantes des organisations intersectorielles représentatives des employeurs ;

3° cinq représentants ou représentantes des parents et des familles visées à l'article 22, alinéa 1^{er}, 3° ».

L'alinéa 2 du même article est remplacé par ce qui suit :

« Le Présidente ou la Présidente du Conseil consultatif de l'enfance, son représentant ou sa représentante, l'Administrateur général ou l'Administratrice générale, son représentant ou sa représentante, les commissaires du Gouvernement, un représentant ou une représentante de la Région wallonne, un représentant ou une représentante de la Région de Bruxelles-Capitale, un représentant ou une représentante de la Commission communautaire française sont invités au Comité de programmation, sans voix délibérative. ».

Art. 18. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section 7 intitulée « De la Commission de concertation ».

Art. 19. Dans la section 7 du chapitre III du même décret insérée par l'article 18, il est inséré un article 22/6 libellé comme suit :

« Art. 22/6. Il est institué une Commission de concertation, composée paritairement de membres représentant d'une part les travailleuses et travailleurs du secteur de l'enfance et d'autre part les employeurs de ce secteur, désignés selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, garantissant la parité entre le secteur public et le secteur privé pour la représentation des travailleuses et travailleurs. L'Administrateur général ou l'Administratrice générale de l'Office, ou son délégué ou sa déléguée, ainsi qu'un représentant ou une représentante du Ministre ou de la Ministre ayant l'Enfance dans ses compétences siègent avec voix consultative. Les représentants des ministres régionaux des pouvoirs locaux peuvent être invités à participer aux travaux de la Commission.

La présidence de la Commission est assurée par le représentant ou la représentante de la Ministre ayant l'Enfance dans ses compétences. L'Office assure le secrétariat des travaux.

La Commission de concertation peut remettre un avis sur toute question relative aux conditions de travail dans les milieux d'accueil, les opérateurs de l'accueil temps libre, les services de promotion de la santé à l'école et les équipes SOS-Enfants. Le Gouvernement sollicite son avis préalablement à toute modification des normes décrétales ou réglementaires affectant l'autorisation ou le subventionnement des institutions, structures et services visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 2, 4° et 5°, et 3, ainsi qu'avant la modification et la conclusion du contrat de gestion visé aux articles 26 et 27. Dans les six mois suivant la prestation de serment de ses membres, le Gouvernement sollicite un avis de cette Commission relatif aux mesures sociales prioritaires dans le secteur de l'enfance.

Le Gouvernement arrête le règlement d'ordre intérieur de la Commission de concertation, sur proposition de celle-ci. ».

Art. 20. Le chapitre III du même décret est complété d'une section 8, libellée comme suit :

« Section 8 – Du Conseil de recours

Art. 22/7. Les personnes destinataires d'une décision de retrait, de refus ou de suspension d'une autorisation, d'un agrément, d'une reconnaissance ou d'un subventionnement octroyé par l'Office peuvent introduire un recours contre cette décision auprès du Conseil de recours instituée au sein de l'Office.

Sous peine d'irrecevabilité, ce recours est motivé et introduit par courrier recommandé adressé au président du Conseil de recours, envoyé dans les quarante-cinq jours qui suivent la notification de la décision visée. Le requérant a le droit d'être auditionné par le Conseil de recours.

Le Conseil de recours statue dans les soixante jours suivant la réception de la plainte, et notifie sa décision motivée au requérant par courrier recommandé. Sauf si l'intérêt de l'enfant requiert son exécution immédiate, la décision contestée est suspendue durant ce délai.

Les délais visés au présent article sont suspendus durant les périodes de vacances et les jours de congé visés à l'article 1.9.1-1, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement détermine la procédure devant le Conseil de recours.

Art. 22/8. Le Conseil de recours est composé d'un magistrat, qui en exerce la présidence, de deux membres du Conseil d'administration et de deux membres du Conseil consultatif de l'enfance, proposés par ces derniers.

En cas d'indisponibilité de plus de deux mois du magistrat président et de son suppléant, la présidence est assurée par le Président ou la Présidente du Conseil d'administration de l'Office siégeant indépendamment des deux autres membres du Conseil d'administration.

Le Gouvernement nomme les membres effectifs et suppléants du Conseil de recours pour un mandat renouvelable de cinq ans.

Les membres visés à l'alinéa premier bénéficient :

1° d'un jeton de présence dont le montant est défini par le Gouvernement et ne peut dépasser le plafond défini pour les administrateurs publics à l'article 10 du décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, aux sociétés de bâtiments scolaires, et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ;

2° du remboursement des frais de parcours en transports en commun éventuellement encourus pour leur participation, dans les formes et conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

L'Office assure le support administratif et logistique du Conseil de recours. À cette fin, un agent de niveau 1 titulaire d'un grade relevant du domaine des sciences juridiques visé à l'article 83, § 1^{er}, 7^o, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ou d'un grade équivalent est désigné en qualité de secrétaire du Conseil de recours. ».

Art. 21. À l'article 23, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Conseil d'avis » sont remplacés par « Conseil consultatif de l'enfance ».

Art. 22. À l'article 24, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le cadre, » sont abrogés ;

2° un alinéa est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, libellé comme suit : « Dans les trois mois qui suivent la conclusion du contrat de gestion visé à l'article 26, le Conseil d'administration établit, après concertation au sein du comité de concertation de base, un plan de personnel qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce plan définit les orientations en matière de recrutement et de promotion sur la base des moyens disponibles et des objectifs définis dans le contrat de gestion. ».

Art. 23. § 1^{er}. À l'article 26, paragraphe 1^{er}, du même décret :

1° les mots «, qui aura préalablement statué à la majorité des deux tiers des voix exprimées, » sont abrogés ;

2° le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Dans les douze mois suivant son entrée en fonction selon les dispositions de l'article 23, l'Administrateur général ou l'Administratrice générale transmet au Gouvernement une proposition de contrat de gestion adoptée par le Conseil d'administration à la majorité des deux tiers, après concertation avec le comité de concertation de base quant aux aspects ayant un impact sur l'organisation des services de l'Office. »

§ 2. Au paragraphe 3 du même article :

1° les mots « est structuré en objectifs stratégiques et opérationnels visant l'exécution des missions de l'Office dans une perspective de qualité. Le contrat de gestion définit les moyens budgétaires et humains permettant la réalisation de ces objectifs, ainsi que les échéances et les indicateurs permettant leur évaluation. Pour le surplus, il » sont insérés entre les mots « contrat de gestion » et « règle » ;

2° les points 1° à 4° sont abrogés ;

3° un alinéa 2 est ajouté, libellé comme suit :

« À compter de six mois après sa signature et, ensuite, tous les trois mois, le contrat de gestion fait l'objet d'un rapport de réalisation élaboré par l'Administrateur général ou l'Administratrice générale, communiqué au Conseil d'administration. ».

Art. 24. À l'article 20 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les termes « les organismes de formation agréés à cet effet par le Gouvernement selon des modalités arrêtées par lui, pris avis de l'ONE, lequel est donné endéans le mois » sont remplacés par les termes « les organismes de formation reconnus en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 25. Les articles 27, § 5, 29, alinéas 3 et 4, 35, § 4, et 35/1, alinéa 5, du même décret sont abrogés.

Art. 26. Dans le décret relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance du 12 mai 2004, est inséré après l'article 16, un chapitre 6 intitulé : « Gestion des plaintes ».

Art. 27. Dans le chapitre 6 du même décret, inséré par l'article 26 du présent décret, est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

« Art. 16/1. § 1. Il est institué au sein de l'Office un organe d'avis indépendant qui a pour mission d'analyser, au départ de plaintes individuelles, les procédures et le fonctionnement des équipes SOS Enfants.

Cet organe d'avis examine les situations apportées par des plaignants visés au paragraphe 2 au regard des lignes directrices éditées par le CAEM, du présent décret et de ses arrêtés d'exécution ainsi que de la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 ou de tout autre texte législatif ou réglementaire relatif aux maltraitances infantiles applicable en région de langue française et en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Les personnes physiques et morales ont la possibilité de déposer une plainte pour autant qu'il s'agisse d'un dossier individuel. Les personnes morales visées au présent paragraphe doivent pouvoir justifier d'un suivi de la situation individuelle du mineur.

§ 3. La plainte doit concerner la situation d'un mineur pris en charge par une équipe SOS Enfants dont la prise en charge est clôturée au moment de l'introduction de la plainte. Elle porte sur la procédure ou le fonctionnement de l'équipe.

La personne plaignante est la personne mineure elle-même, toute personne qui exerce l'autorité parentale, le représentant du mineur, le tuteur du mineur ou toute personne morale visée au paragraphe 2.

La plainte doit être introduite par le biais d'un formulaire de dépôt de plainte défini par l'Office et envoyé dans un délai ne pouvant dépasser 24 mois suivant la signification de la clôture du dossier par l'équipe SOS Enfants.

La plainte est adressée au président ou à la présidente de l'organe et doit être rédigée en français, contenir un exposé des faits, être datée et signée.

L'organe statue sur la recevabilité de la plainte dans un délai de maximum 6 semaines à compter de la réception de celle-ci.

Le plaignant doit pouvoir démontrer qu'il a préalablement communiqué les difficultés et désaccords avec l'équipe SOS Enfants, et qu'il a tenté de les résoudre avec cette dernière. Si cette démarche s'est révélée impossible, le plaignant doit en préciser les raisons.

L'organe ne peut traiter de plaintes si celles-ci font déjà l'objet de procédures judiciaires entre le plaignant et l'équipe.

§ 4. L'organe n'est pas compétent pour les plaintes relatives aux aspects purement cliniques ou déontologiques. ».

Art. 28. Dans le chapitre 6 du même décret, inséré par l'article 26 du présent décret, est inséré un article 16/2 rédigé comme suit :

« Art. 16/2. Les avis rendus par l'organe ont une portée consultative. L'organe les transmet systématiquement, dans un délai de maximum 12 mois suivant la réception de la plainte, aux plaignants, à l'équipe concernée et à l'Office.

L'organe est tenu de mettre à disposition les avis qu'il rend à la demande d'autres professionnels de la protection de l'enfance à condition qu'ils soient préalablement anonymisés. ».

Art. 29. Dans le chapitre 6 du même décret, inséré par l'article 26 du présent décret, est inséré un article 16/3 rédigé comme suit :

« Art. 16/3. § 1. Les membres de l'organe sont nommés pour un mandat de 5 ans par le Conseil d'administration de l'Office.

L'organe se compose de :

1° une personne issue du secteur de la recherche scientifique choisie sur une liste de candidats et candidates proposés par chacune des universités subventionnées ou organisées par la Communauté française ;

2° un ou une représentante des Services du Gouvernement ;

3° un ou une magistrate de la jeunesse ou un juge honoraire ayant une expérience en jeunesse ;

4° deux personnes titulaires du grade académique de bachelier assistant social ou de celui de master en psychologie clinique ou docteurs en médecine spécialisés en psychiatrie ou pédiatrie pouvant attester d'une expérience dans le domaine de la maltraitance infantile.

Toute personne, salariée ou indépendante, travaillant au sein d'une équipe SOS Enfants ou de son pouvoir organisateur, ne peut faire partie de l'organe en tant que membre permanent ou suppléant.

§ 2. Le Conseil d'administration de l'Office nomme le président ou la présidente parmi les membres.

Le secrétariat de l'organe est assuré par un représentant de l'Office.

Chaque membre désigne une personne pour le suppléer. Le membre suppléant doit avoir la même qualité que le membre effectif qu'il remplace, mais ne peut relever du même arrondissement judiciaire que celui dans lequel exerce le membre effectif. Par ailleurs, il ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif.

Pour tout membre qui perd la qualité ou la fonction pour lesquelles il a été nommé, il est mis fin de plein droit à son mandat.

§ 3. Sont également nommés par le Conseil d'administration de l'Office pour assister aux réunions avec voix consultative :

1° le ou la responsable du Service Coordination et Appui en matière de Prévention et de Protection de l'enfant (C.A.P.P.) de l'Office ;

2° un ou une représentante de la Direction juridique de l'Office.

§ 4. En fonction du motif de la plainte, les membres peuvent décider d'un commun accord et de manière ponctuelle de faire appel à un ou deux invités. Ceux-ci sont désignés parmi les personnes reconnues pour leurs compétences ou leurs expériences en matière de prévention et protection de l'enfant ou d'une thématique qui serait spécifique à la situation analysée.

§ 5. Les membres et les invités sont tenus au secret professionnel et aux règles qui entourent le secret professionnel partagé pour leurs activités en tant que membre de l'organe d'avis. ».

Art. 30. Dans le chapitre 6 du même décret, inséré par l'article 26 du présent décret, est inséré un article 16/4 rédigé comme suit :

« Art. 16/4. Le Gouvernement arrête les règles de fonctionnement de l'organe d'avis, la procédure de nomination et de révocation de ses membres, et le montant de leur indemnité. Il garantit le droit du plaignant à être entendu, celui de consulter les pièces du dossier et celui d'être accompagné par une personne de confiance. Il garantit également à l'équipe visée par la plainte d'être avertie par l'organe d'avis dès la réception d'une plainte la visant et d'être entendue par ce dernier. ».

Art. 31. À l'article 5, § 1^{er}, du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, un nouvel alinéa est inséré entre le premier et le deuxième, libellé comme suit :

« Préalablement à l'introduction de la demande d'autorisation d'accueil, le pouvoir organisateur participe au processus préparatoire organisé par l'ONE. L'ONE détermine les modalités relatives à l'ouverture des lieux d'accueil des services d'accueil d'enfants. ».

À l'article 14 du même décret, les mots « et au plus tard dans les 5 ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret » sont supprimés.

Art. 32. À l'article 2, alinéa 2 du décret du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1, les mots « et à l'ONE » sont abrogés ;

2° il est inséré un 1/1, libellé comme suit : « 1/1. les articles 16 à 19 ne sont pas applicables à l'ONE ».

Art. 33. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 portant fixation du cadre de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est abrogé à la date d'entrée en vigueur du premier plan de personnel adopté selon les dispositions de l'article 24, § 2, du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel que modifié par le présent décret.

Art. 34. L'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance est abrogé.

Art. 35. Les articles 27 et 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile sont abrogés.

Art. 36. Les articles 39, 83, 85 et 120 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s sont abrogés.

À l'article 38, § 3, alinéa 2, du même arrêté, les mots « du Conseil d'administration » sont remplacés par « du Conseil de recours visé à la section 8 du chapitre III du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Dans les articles 64, alinéa 2, et 86, § 3, du même arrêté, les mots « Un recours administratif est prévu selon les modalités visées par l'article 39 » sont abrogés.

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur le jour de la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant suite aux élections du 9 juin 2024, à l'exception de l'article 31 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Dans l'attente de l'exécution de l'habilitation définie à l'article 18 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel que modifié par le présent décret, le nombre, le ressort géographique et la composition des comités subrégionaux restent définis par les dispositions précédemment en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 694-1 – Amendement(s) en commission, n° 694-2 – Amendement(s) en séance, n° 694-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 694-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 17 avril 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/005083]

18 APRIL 2024. — Decreet houdende hervorming van het bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance"

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E."; " wordt vervangen door "decreet betreffende de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "instelling van openbaar nut" vervangen door de woorden "openbare administratieve instelling".

Art. 3. Het eerste lid van artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Na het advies van de Dienst en rekening houdend inzonderheid met de beginselen bepaald in artikel 2, § 3, stelt de Regering de normen vast waarbij de erkenning verleend kan worden aan :

1° de instellingen en diensten die bijdragen tot de uitvoering van de opvang- en begeleidingsopdrachten, alsook de transversale opdrachten bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 2° en 8° ;

2° de opleidingsinstellingen in de kindersector die bijdragen tot de uitvoering van de transversale opdracht bedoeld in artikel 2, § 2, 3°;

3° de coördinatieorganisaties in de kindersector die bijdragen tot de uitvoering van de opvangopdracht, de begeleidingsopdracht of een of meer transversale opdrachten bedoeld in artikel 2, § 2, 4° tot 7°. ».

Art. 4. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen door “De raad van bestuur en het executieve bureau”.

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “van zes leden” vervangen door “van dertien openbare bestuurders en, in voorkomend geval, waarnemers aangesteld met inachtneming van artikel 4, eerste lid, tweede lid en vierde lid, 2, 4 en 5, en artikel 5 van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren”;

2° in dezelfde paragraaf wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De openbare bestuurders worden door de regering benoemd uit kandidaten die beantwoord hebben aan een openbare oproep die in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Dienst bekendgemaakt werd. » ;

3° in dezelfde paragraaf wordt het derde lid vervangen als volgt :

“De voorzitter van de Adviesraad voor Kind of de voorzitter van de Adviesraad voor Kind wordt uitgenodigd bij de Raad van bestuur. De voorzitter of de voorzitter van de Wetenschappelijke Raad, de coördinator van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de jeugd en de voorzitter of de voorzitter van het Programmaticocomité worden uitgenodigd bij de Raad van bestuur als er een voorstel of advies van hun orgaan op de agenda staat”;

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De openbare bestuurders en, in voorkomend geval, de waarnemers worden aangesteld binnen drie maanden na de eedaflegging van de leden van de regering na de vernieuwing van het Parlement. » ;

5° in dezelfde paragraaf wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden “een voorzitter(ster) en drie ondervoorzitters(sters)” vervangen door “een voorzitter of een voorzitter en een ondervoorzitter of een ondervoorzitter”.

Art. 8. Het eerste lid en het tweede lid van artikel 11 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

“Het executieve bureau is samengesteld overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Het executieve bureau oefent de opdrachten uit die aan hem gedelegeerd zijn door de Raad van Bestuur, zoals bepaald door het organiek reglement bedoeld in artikel 14. Het stelt de agenda voor de vergaderingen van de Raad van Bestuur vast. ».

Art. 9. In de artikelen 11, derde lid, 12, 13 en 23, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “College van het Voorzitterschap” telkens vervangen door de woorden “Executief Bureau”.

Art. 10. Artikel 14, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Het organiek reglement bepaalt de perken binnen welke en de vormen waarin de Raad sommige bevoegdheden kan delegeren aan zijn voorzitter of zijn voorzitter, de ondervoorzitter of de ondervoorzitter, het Executieve Bureau, de administrateur-generaal en de subregionale comités. ».

In paragraaf 3, 7°, van hetzelfde artikel wordt het woord “subregionale” vervangen door “plaatselijke”.

Art. 11. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen door “De plaatselijke comités”.

Art. 12. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art 18. De “ONE” kan bepaalde opdrachten toevertrouwen aan plaatselijke comités samengesteld uit vertegenwoordigers van de instellingen en diensten die bijdragen tot de uitvoering van de opvang- en begeleidingsopdrachten, alsook van de transversale opdrachten bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 2° en 8°, die binnen het bevoegdheidsgebied van het plaatselijke comité zijn opgericht. Het organiek reglement bepaalt deze opdrachten en de voorwaarden waaronder ze worden uitgevoerd.

Op advies van de Raad van Bestuur en van de Adviesraad voor Kind bepaalt de regering de samenstelling van deze plaatselijke comités, evenals hun aantal en hun geografische ambtsgebied.

De leden van de plaatselijke comités verbinden zich ertoe het handvest van de openbare bestuurder na te leven zoals bedoeld in hoofdstuk III van titel II van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, dat zij bij hun installatie ondertekenen. ».

Art. 13. In artikel 19 van hetzelfde decreet wordt het woord “subregionale” vervangen door “plaatselijke” en wordt de zin “Deze voeren de opdrachten uit die hun door de raad van bestuur in zijn organiek reglement worden toevertrouwd, onder de voorwaarden die deze bepaalt” opgeheven.

Art. 14. In artikel 21, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden “en de onthaalopdracht” ingevoegd tussen “de begeleidingsopdracht” en “aan de wetenschappelijke vooruitgang”.

Art. 15. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 5 vervangen door "De adviesraad voor Kind".

Art. 16. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Raad van advies" worden telkens vervangen door "Adviesraad voor Kind" en het woord "vertegenwoordiger" of "vertegenwoordigster" wordt telkens vervangen door "vertegenwoordigers en vertegenwoordigsters" of "vertegenwoordiger en vertegenwoordigster" ;

2° in het eerste lid worden de woorden "die ervoor zorgt dat zijn leden representatief zijn" ingevoegd na de woorden "volgens door de Regering vast te stellen bepalingen";

3° het eerste lid , 3° tot 6°, wordt vervangen als volgt :

"3° vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van ouders en gezinnen ;

4° vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van de coördinatieorganisaties van de kindersector erkend overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 3° ;

4/1° vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van de hulpcentra betreffende de strijd tegen armoede en de vermindering van sociale ongelijkheid bedoeld in artikel 12 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de strijd tegen de armoede en de vermindering van de sociale ongelijkheid ;

5° vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van opleidingsinstellingen in de kindersector, erkend krachtens artikel 3, eerste lid, 2° ;

6° vertegenwoordiger of vertegenwoordigsters van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 houdende de oprichting van het « Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse » ;

4° in het eerste lid, 8°, en in het tweede lid, wordt het woord "subregionale" vervangen door "plaatselijke" ;

5° in het tweede lid worden de woorden "een voorzitter(ster) en twee ondervoorzitters" vervangen door de woorden "een voorzitter of een voorzitster en een ondervoorzitter of een ondervoorzitster";

6° hetzelfde lid wordt aangevuld met de volgende twee zinnen : "Zij zorgt voor de gelijkheid tussen de openbare en privésectoren bij de aanstelling van de leden bedoeld in het eerste lid, 1°. De werkende en plaatsvervangende leden ondertekenen een handvest, waarvan het model door de ONE wordt bepaald. » ;

7° in het derde lid worden de woorden "De voorzitter(ster) en de ondervoorzitters(sters) zijn afkomstig uit" vervangen door "de voorzitter(ster) en de ondervoorzitter(ster) zijn afkomstig uit";

8° het zevende lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Als de Regering of de Raad van Bestuur om een advies vraagt in een context van gemotiveerde noodzakelijkheid, kan de Adviesraad voor Kind binnen een beperkte termijn bijeengeroepen worden in overeenstemming met de nadere regels die zijn vastgelegd in zijn huishoudelijk reglement. » ;

9° de vier leden waarvan de inhoud hierna volgt, worden toegevoegd :

"Bij het opstellen van zijn adviezen zorgt de Adviesraad voor Kind ervoor dat er rekening wordt gehouden met de mening van kinderen. Hiertoe zet hij participatieve processen op waarbij zij rechtstreeks betrokken zijn.

Een vertegenwoordiger of een vertegenwoordigster van de minister die verantwoordelijk is voor het kind woont de vergaderingen van de Adviesraad voor kinderen en is niet stemgerechtigd.

Wanneer de regering beraadslaagt over een project waarover de Adviesraad voor Kind een advies heeft uitgebracht, informeert zij de raad over het gevolg dat aan zijn advies is gegeven en, indien van toepassing, de redenen waarom het advies niet is gevolgd.

De Dienst neemt het secretariaat van de Adviesraad voor Kind waar. Hij stuurt hem de agenda's van de vergaderingen van de raad van bestuur door en, op verzoek van de voorzitter van de Adviesraad voor Kind, documenten over zaken die geen betrekking hebben op wervingen, overheidsopdrachten, beroepen en andere zaken die de voorzitter of de voorzitster van de adviesraad als vertrouwelijk kan beschouwen. ».

Art. 17. In artikel 22/1, eerste lid, 1 tot 3° van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

1° vijf vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van representatieve interprofessionele werknemersorganisaties;

2° vijf vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van representatieve intersectorale werkgeversorganisaties;

3° vijf vertegenwoordigers of vertegenwoordigsters van ouders en gezinnen bedoeld in artikel 22, eerste lid, 3°."

Het tweede lid van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

"De Voorzitter of de Voorzitster van de Adviesraad voor Kind, zijn vertegenwoordiger of vertegenwoordigster, de Administrateur-generaal, zijn vertegenwoordiger of vertegenwoordigster, de Regeringscommissarissen, een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van het Waals Gewest, een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de Franse Gemeenschapscommissie worden uitgenodigd op het Programmatiecomité zonder stemgerechtigd te zijn. ».

Art. 18. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een nieuwe afdeling 7 ingevoegd, "De Overlegcommissie" genoemd.

Art. 19. In de afdeling 7 van hoofdstuk III van hetzelfde decreet ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 22/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22/6. Er wordt een Overlegcommissie opgericht, bestaande uit een gelijk aantal leden die enerzijds de werknemers in de kindersector en anderzijds de werkgevers in deze sector vertegenwoordigen, aangesteld volgens de door de regering nadere regels, zodat er voor de vertegenwoordiging van de werknemers pariteit is tussen de openbare en de privésector. De Administrateur-generaal van de Dienst of zijn afgevaardigde, en een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de minister die verantwoordelijk is voor het Kind, zetelen met raadgevende stem. De vertegenwoordigers van gewestelijke ministers van lokale overheden kunnen worden uitgenodigd om deel te nemen aan de werkzaamheden van de Commissie.

Het voorzitterschap van de Commissie wordt waargenomen door de vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de Minister van Kind. De Dienst neemt het secretariaat van de werkzaamheden waar.

De Overlegcommissie kan een advies uitbrengen over alle vragen met betrekking tot de arbeidsvoorwaarden in de opvangcentra, de medewerkers opvang vrije tijd, de diensten voor de gezondheids promotie op school en SOS-Kinderteams. De Regering wint haar advies in vóór elke wijziging van de decretales of regelgevende normen die een invloed hebben op de toelating of de subsidiëring van de instellingen, structuren en diensten bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, 4° en 5°, en 3, alsook vóór de wijziging en het afsluiten van het beheerscontract bedoeld in de artikelen 26 en 27. Binnen zes maanden na de eedaflegging van haar leden zal de regering deze commissie om advies vragen over prioritaire sociale maatregelen in de kindersector.

De Regering stelt op voorstel van de Overlegcommissie het huishoudelijk reglement van deze commissie vast.

Art. 20. Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een afdeling 8, luidend als volgt :

”Afdeling 8 - De Raad van beroep

Art. 22/7. Personen die een beslissing tot intrekking, weigering of opschorting hebben gekregen van een door de Dienst verleende machtiging, erkenning, of subsidiëring, kunnen tegen die beslissing beroep instellen bij de Raad van beroep ingesteld binnen de Dienst.

Op straffe van onontvankelijkheid moet het beroep met redenen omkleed zijn en binnen vijfenveertig dagen na kennisgeving van de bedoelde beslissing bij aangetekende brief gericht aan de voorzitter van de Raad van beroep worden ingediend. De eiser heeft het recht om gehoord te worden door de Raad van Beroep.

De Raad van beroep neemt binnen zestig dagen na ontvangst van de klacht een beslissing en stelt de eiser per aangetekende brief in kennis van zijn met redenen omklede beslissing. Tenzij het belang van het kind onmiddellijke tenuitvoerlegging vereist, wordt de bestreden beslissing tijdens deze periode opgeschort.

De termijnen bedoeld in dit artikel worden opgeschort tijdens de vakantieperiodes en verlofdagen bedoeld in artikel 1.9.1-1, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, van het Wetboek van het Basis- en Secundair Onderwijs.

De Regering bepaalt de procedure voor de Raad van beroep.

Art. 22/8. De Raad van Beroep bestaat uit een magistraat, die het voorzitterschap uitoefent, twee leden van de Raad van Bestuur en twee leden van de Adviesraad voor Kind, die door deze laatsten worden voorgedragen.

Als de voorzittende magistraat en zijn laatsvervanger langer dan twee maanden verhinderd zijn, wordt het voorzitterschap waargenomen door de voorzitter of voorzitter van de Raad van Bestuur van de Dienst die onafhankelijk van de twee andere leden van de Raad van Bestuur zitting heeft.

De Regering benoemt de werkende en plaatsvervangende leden van de Raad van beroep voor een verlengbare termijn van vijf jaar.

De leden bedoeld in het eerste lid eerste krijgen :

1° een presentiegeld, waarvan het bedrag bepaald wordt door de Regering en niet hoger mag zijn dan het plafond bepaald voor openbare bestuurders in artikel 10 van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

2° de terugbetaling van eventuele reiskosten voor het openbaar vervoer in verband met hun deelname, overeenkomstig de vormen en voorwaarden vastgelegd in het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De Dienst biedt administratieve en logistieke ondersteuning voor de Raad van beroep. Daartoe wordt een personeelslid van niveau 1 met een graad in het domein van de rechtswetenschappen bedoeld in artikel 83, § 1, 7°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies of een gelijkwaardige graad, aangesteld als secretaris van de Raad van beroep. ».

Art. 21. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Raad van advies » vervangen door de woorden « Adviesraad voor Kind ».

Art. 22. In artikel 24, § 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “de personeelsformatie,” opgeheven ;

2° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt : “Binnen drie maanden na het afsluiten van het beheerscontract bedoeld in artikel 26 stelt de Raad van Bestuur na overleg in het basisoverlegcomité een personeelsplan op dat hij ter goedkeuring voorlegt aan de Regering. Dit plan definieert de richtlijnen voor werving en promotie op basis van de beschikbare middelen en de doelstellingen die in het beheerscontract zijn vastgelegd. ».

Art. 23. § 1. In artikel 26, § 1, van hetzelfde decreet :

1° worden de woorden “, die vooraf met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen zal hebben beslist,” opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

”Binnen twaalf maanden na zijn indiensttreding overeenkomstig de bepalingen van artikel 23 legt de Administrateur-generaal aan de regering een voorstel voor een beheerscontract voor dat door een tweederde meerderheid van de Raad van bestuur wordt aangenomen, na overleg met het basisoverlegcomité over de aspecten die van invloed zijn op de organisatie van de diensten van de Dienst. »

§ 2. In paragraaf 3 van hetzelfde artikel :

1° worden de woorden “is gestructureerd in strategische en operationele doelstellingen die gericht zijn op het uitvoeren van de opdrachten van de Dienst met het oog op kwaliteit. Het beheerscontract bepaalt de middelen inzake begroting en personeelsleden die nodig zijn om deze doelstellingen te bereiken, evenals de termijnen en indicatoren voor de evaluatie ervan. Voor het overige regelt “ingevogd tussen het woord “beheerscontract” en “hij”;

2° worden de punten 1° tot 4° opgeheven;

3° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

«Vanaf zes maanden na de ondertekening van het beheerscontract, en vervolgens om de drie maanden, wordt er een prestatieverslag opgesteld door de Administrateur-generaal en voorgelegd aan de Raad van bestuur. ».

Art. 24. In artikel 20 van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang worden de woorden "de vormingsinstellingen die daartoe erkend zijn door de Regering volgens de nadere regels bepaald door hem, na advies van de ONE, dat binnen de maand gegeven wordt" vervangen door de woorden "de vormingsinstellingen die erkend zijn krachtens artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Art. 25. De artikelen 27, § 5, 29, derde en vierde lid, 35, § 4, en 35/1, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 26. In het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen wordt na artikel 16 een nieuw hoofdstuk 6 ingevoegd, luidend als volgt : "Beheer van klachten".

Art. 27. In hoofdstuk 6 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 26 van dit decreet, wordt een artikel 16/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16/1. § 1. Er wordt binnen de Dienst een onafhankelijk adviesorgaan opgericht om op basis van individuele klachten de procedures en de werking van de SOS Kinderteams te analyseren.

Dit adviesorgaan onderzoekt de situaties aangehaald door de klagers bedoeld in paragraaf 2 in het licht van de richtlijnen uitgevaardigd door de CAEM, dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten evenals het Internationaal Verdrag over de Rechten van het Kind van 20 november 1989 of elke andere wetgevende of reglementaire tekst met betrekking tot kindermishandeling die van toepassing is in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2. Natuurlijke personen en rechtspersonen kunnen een klacht indienen, op voorwaarde dat het om een individueel dossier gaat. De rechtspersonen bedoeld in deze paragraaf moeten kunnen bewijzen dat ze toezicht houden op de individuele situatie van de minderjarige.

§ 3. De klacht moet betrekking hebben op de situatie van een minderjarige die opgenomen wordt door een SOS Kinderteam wiens opname is beëindigd op het moment dat de klacht wordt ingediend. Het gaat om de procedure of de manier waarop het team werkt.

De klager is de minderjarige zelf, een persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, de vertegenwoordiger van de minderjarige, de voogd van de minderjarige of een rechtspersoon zoals bedoeld in paragraaf 2.

De klacht moet worden ingediend met behulp van een door de dienst vastgesteld klachtenformulier en binnen een periode van maximaal 24 maanden na kennisgeving van de sluiting van de zaak door het SOS Kinderteam wordt verzonden.

De klacht is gericht aan de voorzitter of de voorzitzer van het orgaan en moet in het Frans opgesteld zijn, een uiteenzetting van de feiten bevatten en gedateerd en ondertekend zijn.

Het orgaan beslist binnen maximaal 6 weken na ontvangst over de ontvankelijkheid van de klacht.

De klager moet kunnen aantonen dat hij of zij de moeilijkheden en meningsverschillen van tevoren met het SOS Kinderteam heeft meegedeeld en dat hij of zij heeft geprobeerd om deze met het team op te lossen. Als dit niet mogelijk is, moet de klager uitleggen waarom.

Het orgaan kan geen klachten behandelen als er al een gerechtelijke procedure tussen de klager en het team loopt.

§ 4. Het orgaan is niet bevoegd voor klachten met betrekking tot zuiver klinische of ethische aspecten. ».

Art. 28. In hoofdstuk 6 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 26 van dit decreet, wordt een artikel 16/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16/2. De adviezen van het orgaan zijn adviserend van aard. Het orgaan stuurt deze systematisch, binnen maximaal 12 maanden na ontvangst van de klacht, door naar de klagers, het betrokken team en de Dienst.

Het orgaan is verplicht om de adviezen die zij uitbrengt op verzoek van andere professionals op het gebied van kindbescherming beschikbaar te stellen, op voorwaarde dat deze eerst geanonimiseerd worden. ».

Art. 29. In hoofdstuk 6 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 26 van dit decreet, wordt een artikel 16/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16/3. § 1. De leden van het orgaan worden voor een termijn van 5 jaar benoemd door de Raad van bestuur van de Dienst.

Het orgaan bestaat uit :

1° een persoon uit de sector van het wetenschappelijk onderzoek gekozen uit een lijst van kandidaten voorgedragen door elk van de universiteiten gesubsidieerd of georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° een vertegenwoordiger of vertegenwoordigster van de diensten van de Regering ;

3° een jeugdmagistraat of een ererechter met ervaring in jeugdzaken;

4° twee personen met een academische graad van bachelor maatschappelijke assistent of een met een master in klinische psychologie of artsen die gespecialiseerd zijn in psychiatrie of kindergeneeskunde en die kunnen aantonen dat ze ervaring hebben op het gebied van kindermishandeling.

Geen enkele persoon, ongeacht of deze in loondienst of als zelfstandige werkt, die binnen een SOS Kinderteam of de inrichtende macht daarvan werkt, mag deel uitmaken van het orgaan als vast of plaatsvervangend lid.

§ 2. De Raad van Bestuur van de Dienst benoemt de voorzitter of de voorzitster uit zijn leden.

Het secretariaat van het orgaan wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van de Dienst.

Elk lid stelt een plaatsvervanger aan. Het plaatsvervangend lid moet dezelfde hoedanigheid hebben als het werkend lid dat hij vervangt, maar mag niet behoren tot hetzelfde gerechtelijke arrondissement als dat waarin het werkend lid actief is. Het kan trouwens slechts zetelen in afwezigheid van het werkend lid.

Voor elk lid dat de hoedanigheid of het ambt waarvoor hij is benoemd, verliest, wordt zijn mandaat van rechtswege beëindigd.

§ 3. Worden ook benoemd door de Raad van Bestuur van de Dienst om vergaderingen bij te wonen met raadgevende stem :

1° De verantwoordelijke van de Coördinatie- en steundienst inzake Preventie en Bescherming van het kind (C.A.P.P.) van de Dienst;

2° een vertegenwoordiger of een vertegenwoordigster de juridische directie van de Dienst.

§ 4. Afhankelijk van de reden van de klacht kunnen de leden in onderling overleg en op ad-hoc basis beslissen om een beroep te doen op een of twee uitgenodigde personen. Zij worden benoemd uit personen die bekend staan om hun vaardigheden of ervaring op het gebied van preventie en bescherming van het kind of op een onderwerp dat specifiek zou zijn voor de situatie die geanalyseerd wordt.

§ 5. De leden en de uitgenodigden zijn gebonden aan het beroepsgeheim en de regels inzake het gedeelde beroepsgeheim met betrekking tot hun activiteiten als lid van het adviesorgaan. ».

Art. 30. In hoofdstuk 6 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 26 van dit decreet, wordt een artikel 16/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16/4. De regering stelt de regels vast voor de werking van het adviesorgaan, de procedure voor de benoeming en het ontslag van de leden en het bedrag van hun vergoeding. Het garandeert het recht van de klager om gehoord te worden, de documenten in het dossier te raadplegen en vergezeld te worden door een vertrouwenspersoon. Het garandeert ook dat het team waarover de klacht gaat, door het adviesorgaan op de hoogte wordt gesteld zodra het een klacht tegen het team ontvangt, en dat het team door het adviesorgaan wordt gehoord. ».

Art. 31. In artikel 5, § 1, van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voordat de inrichtende macht de aanvraag voor een opvangvergunning indient, neemt zij deel aan het voorbereidende proces dat door ONE wordt georganiseerd. ONE bepaalt de voorwaarden voor de opening van de opvangplaatsen van de kinderopvangdiensten. ».

In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden “en uiterlijk binnen 5 jaar na de inwerkingtreding van dit decreet” geschrapt.

Art. 32. In artikel 2, tweede lid, van het decreet van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1 worden de woorden “en het ONE” opgeheven ;

2° er wordt een 1/1 ingevoegd, luidend als volgt : « 1/1. de artikelen 16 tot 19 zijn niet van toepassing op de “ONE” ».

Art. 33. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie van de “Office de la Naissance et de l’Enfance” wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van het eerste personeelsplan dat wordt aangenomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 24, § 2, van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de “ Office de la Naissance et de l’Enfance”, zoals gewijzigd bij dit decreet.

Art. 34. Artikel 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de “ Dienst ” en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, wordt opgeheven.

Art. 35. De artikelen 27 en 39 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen worden opgeheven.

Art. 36. De artikelen 39, 83, 85 en 120 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidiëregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, worden opgeheven.

In artikel 38, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “van de Raad van Bestuur” vervangen door “van de Raad van beroep bedoeld in afdeling 8 van hoofdstuk III van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de “Office de la Naissance et de l’Enfance”.

In de artikelen 64, tweede lid, en 86, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden “Er is voorzien in een administratief beroep overeenkomstig de in artikel 39 bedoelde modaliteiten.” opgeheven.

Art. 37. Dit decreet treedt in werking op de dag waarop de leden van de regering de eed afleggen na de verkiezingen van 9 juni 2024 met uitzondering van artikel 31 dat op 1 januari 2020 in werking treedt.

In afwachting van de uitvoering van de machtiging bepaald in artikel 18 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, zoals gewijzigd bij dit decreet, blijven het aantal, het geografische ambtsgebied en de samenstelling van de subregionale comités bepaald door de voorheen geldende bepalingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 694-1 - Commissieamendement(en), nr. 694-2 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 694-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 694-4 - Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/005771]

31 MAI 2024. — Décret en vue de renforcer l’accessibilité aux études, de garantir la finançabilité des étudiants et d’instaurer un pilotage chiffré (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret est applicable aux Universités, aux Hautes Écoles et aux Écoles supérieures des Arts, telles que visées par les articles 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études.

Art. 2. L’article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études et d’autres législations en matière d’enseignement supérieur est complété par la phrase suivante :

“ Ceux de ces étudiants qui étaient inscrits et finançables au cours de cette dernière année académique sont réputés finançables en vue de leur inscription dans le même cursus lors de l’année académique 2024-2025. ».

Art. 3. Les étudiants finançables inscrits au cours de l’année académique 2023-2024 et qui n’ont pas valorisé ou acquis au terme de deux inscriptions dans le premier cycle les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de leur cursus sont considérés, par dérogation à l’article 5, § 2, alinéa 1, 2. du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d’enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021 comme remplissant les conditions de réussite suffisantes au sens de l’article 5, § 1^{er}, 3. du même décret du 11 avril 2014 en vue de leur inscription lors de l’année académique 2024-2025 pour autant qu’ils aient valorisé ou acquis au moins 45 crédits de leur cursus.

Art. 4. A l’article 5, § 1^{er}, 2., du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d’enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les mots “ avec un programme annuel de l’étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d’allègement » sont abrogés.

Art. 5. A l’article 5, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d’enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase est complétée par les mots suivants “ ou, s’il se réoriente après la deuxième inscription dans le premier cycle, de deux inscriptions supplémentaires ».

2° la dernière phrase est abrogée.

Art. 6. A l’article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : “ En 2024, un montant unique et exceptionnel de 937.500 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. »

2° au § 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : “ En 2024, un montant unique et exceptionnel de 2.187.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. »

Art. 7. A l’article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : “ En 2024, un montant unique et exceptionnel de 1.625.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas précédents. ».